



Trump, le 22 juin.



Manifestation à Londres, le 22 juin.



Manifestation à New York, le 22 juin.

## Meeting international contre la guerre le 5 octobre

Pierre Valdemienne

Neuf jours après l'agression israélienne contre l'Iran, Trump a donc décidé d'appuyer Netanyahu en procédant ce week-end à des bombardements sur les principaux sites nucléaires iraniens. En dépit d'un accord de cessez-le-feu que les États-Unis semblent vouloir imposer, indiquant par la même leur volonté de ne se faire dicter leur politique par personne, l'engagement américain contre l'Iran a une signification politique : il faut restaurer l'« ordre » impérialiste qui, avec la révolution iranienne de 1978-1979, avait été chassé, quitte, s'il le faut, à liquider purement et simplement le pays, comme en Libye ou en Irak (cf. pages 12-13 « Histoire »). Le peuple iranien l'acceptera-t-il ? C'est une toute autre question.

### MARCHE À LA GUERRE

Le fond du problème pour Trump, agissant au compte du capital financier international, c'est, avec le massacre du peuple palestinien, et maintenant l'agression du peuple iranien, de refermer définitivement le cycle de décennies de processus révolutionnaires en terrorisant les peuples, dans la région et, au-delà, dans le monde entier. C'est pour servir cet objectif que l'impérialisme américain décide d'accélérer la marche à la guerre, encourager toutes les puissances impérialistes à s'armer jusqu'aux dents et, ce faisant, faire accepter aux peuples l'« effort de guerre ». Ce message est en particulier

adressé aux gouvernements d'Europe. La décision des États-Unis de frapper l'Iran quelques jours avant la tenue du sommet de l'Otan, qui se tient à La Haye les 24 et 25 juin, n'est donc pas un hasard : une manière, pour Trump, de s'assurer que les engagements des États européens de l'Otan relatifs à l'augmentation des dépenses militaires à 3,5 % du produit intérieur brut (PIB) seront bien tenus.

Toute la question est de savoir, une fois que les gouvernements se sont accordés sur ces nouveaux objectifs, s'ils seront en capacité de les tenir. C'est là que les difficultés commencent. Citons, à ce titre, l'éditorial lucide du journal patronal *Les Echos* (24 juin) : « La plupart des États européens, seuls, sont incapables de mobiliser de tels financements au vu de l'état de leurs finances (France, Italie), de leur mise de départ (Espagne) ou de leur capacité à monter rapidement en charge (Allemagne) ». Et pourtant, les gouvernements d'Europe n'ont pas d'autre option que de le faire. Et pour cela, couper dans ce que l'on appelle les « dépenses sociales ». Et donc de s'affronter à leur peuple.

### EN FRANCE, LES SUITES DU CONCLAVE SUR LES RETRAITES

En France, c'est tout l'enjeu du « conclave » sur les retraites qui vient de s'achever, et de ses suites (cf. article de Pascal Samouth en page 4). Malgré l'absence d'accord, il faut, pour François Bayrou, que les « discussions » se poursuivent avec les syndicats et le patronat pour « garantir la stabilité ». Le Premier ministre est de ce point de vue d'accord avec le Medef

pour une « gestion par les partenaires sociaux » des régimes de retraites. Donc pour sortir les retraites de la Sécurité sociale, où elles sont calculées selon les droits et non selon le budget. Le patron du Medef, Patrick Martin, est, et on le comprend, à fond pour ! Et, apparemment, au vu des dernières déclarations, les sommets des centrales syndicales aussi... Y parviendront-ils ? C'est une autre histoire... Car la situation est d'abord marquée par un immense refus : refus de la guerre et des massacres à Gaza, refus des budgets de guerre financés sur le dos des peuples, refus de la politique de misère qu'imposent les gouvernements.

Aux États-Unis, sur le sol de l'impérialisme le plus puissant, des manifestations gigantesques, probablement les plus importantes de l'histoire du pays, ont eu lieu samedi 14 juin dernier, contre la politique intérieure et extérieure de Trump. Une marche nationale à Washington pour exiger l'arrêt de la guerre en Iran est prévue ce samedi 28 juin.

En Europe, ce week-end, il y a encore eu des manifestations très massives contre le génocide à Gaza, à La Haye, Berlin, Berne... encore 350 000 manifestants à Londres.

### SOUS MILLE ET UNE FORMES, LE REFUS

En France, après les blocages de livraisons d'armes organisés par les dockers de Fos-sur-Mer, une manifestation à l'appel d'associations contre la guerre, de collectifs et d'unions départementales de Seine-Saint-Denis a rassemblé 4 000 parti-

cipants dans la petite ville du Bourget, contre la tenue du salon militaire qui s'y tient, contre la présence de stands israéliens et contre le génocide à Gaza. C'est ce refus, s'exprimant sous mille et une formes, y compris sur le terrain de la grève – le deuxième syndicat de contrôleurs aériens vient de déposer un préavis de grève pour les 3 et 4 juillet contre les sous-effectifs – qui est à l'origine des turbulences majeures qui traversent en ce moment même l'exécutif : « Socle commun : l'implosion », titre *l'Opinion* (24 juin). « Bayrou (...) sait qu'il est en échec et qu'il va tomber », note un conseiller de l'exécutif cité par *Le Parisien* (22 juin). Un refus conforté par la force politique de rupture, LFI, qui ne ménage

pas ses efforts pour faire tomber Bayrou : à ce titre, une motion de censure est proposée par LFI pour porter l'abrogation de la retraite à 64 ans. C'est dans cette situation, où la pression à la marche à la guerre se fait de plus en plus forte, et où les marques du refus de s'y plier se multiplient, que le meeting international contre la guerre se prépare le 5 octobre prochain. Un meeting préparé sur la base d'un appel à l'initiative de centaines de personnalités, députés, responsables politiques, militants, syndicalistes à l'échelle européenne (cf. pages 8-9), et auquel se sont d'ores et déjà associés, en quelques jours, plus de 1 100 militants et responsables en France. ■

### Macron, subsidiaire de Trump

Depuis plusieurs semaines, Macron multiplie les déclarations sur Gaza et sur ce qui se passe en Iran. Un jour, le chef de l'État demande, avec Londres et Berlin, ce qu'il s'était refusé à exiger depuis un an et demi, à savoir un « cessez-le-feu immédiat » à Gaza. Un autre, le gouvernement autorise le chargement de 14 tonnes de pièces détachées pour fusils-mitrailleurs fabriqués à Marseille et destinées à l'un des principaux fournisseurs de l'armée israélienne. Un jour, il affirme que le renversement par la force du régime iranien serait une « erreur stratégique ». Un autre, il défend

le « droit d'Israël à se protéger » et affirme sa volonté de « participer à sa protection ». La réalité, c'est que Macron, comme Starmer et Merz, derrière leurs déclarations en apparence contradictoires, sont rangés derrière Trump. Comme le dit *l'Opinion* (24 juin) : « Ils parlent, se réunissent, publient des communiqués. Dans le meilleur des cas, l'effet est nul ». Et d'ajouter : « Ni Bruxelles, ni aucune grande capitale européenne ne pèse réellement sur le cours des choses ». Il n'y a aucune velléité des gouvernements européens de s'opposer à Trump : il y a un alignement complet.